

Art. 7. Les articles 176 et 177 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

L'entreprise d'assurances calcule l'adaptation du taux de prime à appliquer pour l'exercice 2009 sur la base de la statistique sinistres concernant les années 2006, 2007 et 2008 et notifie le taux de prime à l'employeur en même temps que le décompte des primes de l'année 2008, et ce le 30 juin 2009 au plus tard.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 9. Notre Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Art. 7. De artikelen 176 en 177 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen treden in werking op 1 januari 2009.

De verzekeringsonderneming berekent de aanpassing van de premievoet, toe te passen voor het dienstjaar 2009, op basis van de schade statistiek met betrekking tot de jaren 2006, 2007 en 2008 en notificeert de premievoet aan de werkgever samen met de premieafrekening van het jaar 2008 en uiterlijk op 30 juni 2009.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 9. Onze Minister bevoegd voor werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 2454

[C — 2007/22887]

**9 MAI 2007. — Arrêté ministériel
pris en exécution de l'article 5 de la loi du 27 juin 1969**

Article 1^{er}. L'Office national de Sécurité sociale publie :

1° des statistiques s'appuyant sur les variables reprises dans ses bases de données. Ces variables concernent en principe l'emploi des personnes déclarées, les rémunérations, les périodes rémunérées, les périodes non rémunérées, les cotisations, les réductions de cotisations, les recettes, les montants non payés, les montants recouverts; elles sont réparties suivant des critères de classification liés aux prestations de travail, propres aux travailleurs ou propres aux employeurs;

2° des statistiques répartissant l'emploi salarié suivant le lieu de travail ou le lieu à partir duquel ce dernier est exercé. Il récolte notamment, aux deuxième et quatrième trimestres de chaque année, les données permettant d'associer chaque travailleur à son lieu de travail.

Art. 2. L'Office communique gratuitement les informations statistiques dont il dispose ou effectue gratuitement des travaux statistiques lorsqu'une disposition légale le prévoit expressément.

Il fournit également ces informations ou travaux statistiques à titre gratuit aux demandeurs suivants :

les membres du Comité de gestion de l'Office et les membres du Comité de gestion de la Sécurité sociale, dans le cadre de leurs fonctions et responsabilités;

les institutions publiques fédérales de sécurité sociale;

les cellules stratégiques et les SPF en charge de la sécurité sociale et de l'emploi;

l'Institut des Comptes nationaux et ses membres;

le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Economie et le Conseil supérieur de l'Emploi;

les "sous-traitants" ou "cocontractants" des instances visées ci-dessus;

les étudiants, lorsqu'il ne s'agit pas de travaux réalisés avec le concours de l'ASBL visée à l'article 17bis de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 2454

[C — 2007/22887]

**9 MEI 2007. — Ministerieel besluit
tot uitvoering van artikel 5 van de wet van 27 juni 1969**

Artikel 1. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid :

1° publiceert statistieken op grond van de variabelen die voorkomen in haar gegevensbanken. Deze variabelen hebben betrekking op de tewerkstelling van aangegeven personen, de bezoldigingen, de bezoldigde periodes, de niet-bezoldigde periodes, de bijdragen, de bijdrageverminderingen, de inkomsten, de niet-betaalde bedragen, de ingevorderde bedragen. Deze variabelen worden ingedeeld volgens classificatiecriteria die betrekking hebben op de arbeidsprestaties, eigen aan de werknemers of aan de werkgevers;

2° publiceert statistieken die de bezoldigde arbeid onderverdelen volgens de werkplaats of de plaats van waaruit het werk wordt verricht. Hij verzamelt immers in het tweede en het vierde kwartaal van ieder jaar de gegevens die het mogelijk maken om elke werknemer te koppelen aan zijn werkplaats.

Art. 2. De RSZ deelt de statistische informatie waarover hij beschikt gratis mee of voert gratis statistische werken uit wanneer een wettelijke bepaling hierin uitdrukkelijk voorziet.

Hij bezorgt deze statistische informatie of statistische werken ook gratis aan de volgende aanvragers :

de leden van het Beheerscomité van de RSZ en de leden van het Beheerscomité van de Sociale Zekerheid, in het kader van hun functies en verantwoordelijkheden;

de federale openbare instellingen van sociale zekerheid;

de beleidsvoorbereidende cellen en de FOD's belast met sociale zekerheid en tewerkstelling;

Het Instituut voor de Nationale Rekeningen en zijn leden;

De Nationale Arbeidsraad, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid;

De onderaannemers of "medecontractanten" van de voormelde instellingen;

studenten van het hoger onderwijs, wanneer het niet gaat om opdrachten uitgevoerd in samenwerking met de VZW beoogd bij artikel 17bis van de Wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Les instances bénéficiaires de la communication gratuite de données statistiques ou de l'exécution gratuite de travaux statistiques doivent s'engager à ne retirer aucun profit financier de la mise à disposition au profit de tiers de tout ou partie des données ou des travaux qu'elles ont reçus et à accorder elles-mêmes la gratuité pour la communication de données ou l'exécution de travaux statistiques qui leur seront éventuellement demandés par l'Office.

Art. 3. L'Office peut communiquer les informations statistiques dont il dispose ou effectuer des travaux statistiques gratuitement ou à un prix réduit aux demandeurs suivants :

les étudiants de l'enseignement supérieur, lorsqu'il s'agit de travaux réalisés avec le concours de l'ASBL visée à l'article 17bis de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale;

les centres de recherche liés au secteur de l'enseignement;

les pouvoirs publics fédéraux, communautaires et régionaux non visés à l'article 2;

les organismes d'intérêt public qui dépendent des pouvoirs publics cités à l'alinéa précédent;

les Conseils économiques et sociaux des entités fédérées.

Le Comité de Gestion de l'Office décide de la gratuité ou du montant de la réduction du prix.

Les instances qui obtiennent la communication gratuite ou à tarif réduit de données statistiques ou l'exécution gratuite ou à tarif réduit de travaux statistiques doivent s'engager à ne retirer aucun profit financier de la mise à disposition au profit de tiers de tout ou partie des données ou des travaux qu'elles ont reçus et à accorder elles-mêmes la gratuité pour la communication de données ou l'exécution de travaux statistiques qui leur seront éventuellement demandés par l'Office.

Art. 4. En dehors des cas de gratuité ou de réduction de prix visés aux articles 2 et 3 les demandes d'information ou d'exécution de travaux statistiques sont rétribuées comme suit :

1° Lorsque la communication de données statistiques ou l'exécution des travaux statistiques ne nécessite pas le concours de l'ASBL visée à l'article 17bis de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale, l'Office applique la formule suivante pour un fichier en format "dbf" :

€ 10 lorsque le fichier a un volume inférieur à 300 kB;

€ 10 auxquels s'ajoute un montant de € 0,03 par kB lorsque le fichier a un volume compris entre 300 kB et 1 MB, sans que le montant ne puisse dépasser € 30;

€ 30 auxquels s'ajoute un montant de € 0,02 par kB lorsque le fichier a un volume supérieur à 1Mb.

Ces montants sont liés à l'indice des prix à la consommation en vigueur le 1^{er} mai 2007. Ils peuvent être adaptés à l'évolution du coût de la vie; les montants de € 10 et de € 30 et les montants suivants évolueront par tranche égale à un multiple de € 2; les montants de € 0,02 et € 0,03 n'évolueront que par tranche égale à un multiple de € 0,005;

2° Lorsque l'exécution des travaux statistiques nécessite le concours de l'ASBL visée à l'article 17bis précité, l'Office soumet préalablement un devis au demandeur; ce devis accepté, l'Office facture, après exécution, le montant qui y figure ou un montant réduit conformément à l'article 3.

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

demandeur : toute personne physique ou morale ou toute association de fait sollicitant des données ou des travaux statistiques auprès de l'ONSS;

sous-traitant : toute personne physique ou morale ou toute association de fait qui traite pour le compte d'un demandeur les données ou travaux statistiques fournis par l'ONSS à ce dernier;

De instellingen die recht hebben op de kosteloze mededeling van statistische gegevens of op de kosteloze uitvoering van statistische werken moeten zich ertoe verbinden om geen enkele financiële winst te halen uit het ter beschikking stellen aan derden van een deel of van alle gegevens of werken die ze ontvangen hebben en er zich toe verbinden statistische gegevens of werken die door de RSZ zouden aangevraagd worden gratis ter beschikking te stellen.

Art. 3. De RSZ mag de statistische informatie waarover hij beschikt gratis of tegen verlaagde prijs meedelen, of statistische werken gratis of tegen verlaagde prijs uitvoeren voor de volgende aanvragers :

studenten van het hoger onderwijs, wanneer het gaat om opdrachten die uitgevoerd worden in samenwerking met de VZW beoogd bij artikel 17bis van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

de departementen en onderzoekscentra die gebonden zijn aan de onderwijssector;

de federale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsinstellingen die niet beoogd zijn bij artikel 2;

de instellingen van openbaar nut die afhangen van de in vorig lid vernoemde overheidsinstellingen;

De economische en sociale raden van de deelgebieden.

Het Beheerscomité van de RSZ beslist over het toekennen van de kosteloosheid of de hoogte van het bedrag van de vermindering.

De instellingen die kosteloos of tegen verlaagde prijs recht krijgen op statistische gegevens of op de kosteloze uitvoering of tegen verlaagde prijs van statistische opdrachten, moeten zich ertoe verbinden om geen enkele financiële winst te halen uit het ter beschikking stellen aan derden van een deel of van alle gegevens of de statistische werken die ze ontvangen hebben en er zich tevens toe verbinden statistische gegevens of opdrachten die de RSZ aan hen zou vragen gratis ter beschikking te stellen.

Art. 4. Behoudens de gevallen van kosteloosheid of van verminderde prijs bedoeld in artikelen 2 en 3 worden de aanvragen van informatie of van uitvoering van statistische werken als volgt vergoed :

1° Wanneer voor de mededeling van statistische gegevens of het uitvoeren van statistische werken de medewerking van de VZW beoogd bij artikel 17bis van de Wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid niet vereist is, factureert de RSZ volgende bedragen naargelang van de grootte van het bestand in « dbf »-formaat :

€ 10 wanneer de grootte van het bestand kleiner is dan 300 kB;

€ 10 verhoogd met € 0,03 per kB wanneer de grootte van het bestand tussen 300 kB en 1 MB ligt, Dit bedrag mag nooit hoger zijn dan € 30;

€ 30 verhoogd met € 0,02 per kB wanneer de grootte van het bestand groter is dan 1Mb.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de index van de verbruikersprijzen die van toepassing is op 1 mei 2007. Zij kunnen worden aangepast aan de evolutie van de levensduurte; de bedragen van € 10 en € 30 en de volgende bedragen zullen verhoogd worden in schijven die een veelvoud zijn van € 2; de bedragen van € 0,02 en € 0,03 zullen slechts verhoogd worden in schijven die een veelvoud zijn van € 0,005.

2° Wanneer de uitvoering van de statistische werken de samenwerking vereist van de VZW beoogd bij bovenvermeld artikel 17bis, legt de RSZ op voorhand een bestek aan de aanvrager voor. Wanneer de aanvrager het bestek aanvaardt factureert de RSZ, na uitvoering, het bedrag van dit bestek of het verlaagde bedrag in toepassing van artikel 3.

Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan als :

aanvrager : elke fysieke of rechtspersoon ofwel elke feitelijke vereniging die bij de RSZ statistische gegevens of werken aanvraagt;

onderaannemer : elke fysieke of rechtspersoon ofwel elke feitelijke vereniging die voor rekening van een opdrachtgever bij de RSZ opgevraagde statistische gegevens of werken behandelt voor die opdrachtgever;

cocontractant : toute personne physique ou morale ou toute association de fait qui est chargée pour le compte exclusif d'un demandeur, et dans le cadre d'une relation contractuelle écrite, d'une étude qui nécessite le recours à des données ou travaux statistiques communiqués par l'ONSS.

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

medecontractant : elke fysieke of rechtspersoon ofwel elke feitelijke vereniging die exclusief belast is met een studie, voor rekening van een aanvrager en in het kader van een schriftelijke contractuele relatie, en die het gebruik van statistische gegevens werken die door de RSZ geleverd werden vereist.

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2007 — 2455

[S - C - 2007/22875]

9 MAI 2007. — Arrêté royal fixant, pour l'exercice 2007, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 87, remplacé par la loi du 14 janvier 2002 et modifié par la loi du 27 avril 2005;

Considérant que les mesures prises dans le cadre du budget global 2006 poursuivent leurs effets en 2007;

Considérant qu'il y est nécessaire de prévoir les moyens en vue de prendre en charge en 2007 les différentes mesures décidées par le Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 février 2007 et le 21 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 avril 2007;

Vu l'urgence motivée par le fait que le calcul du budget global ne peut s'effectuer qu'après les décisions du Gouvernement en matière budgétaire et que le budget global constitue le préliminaire obligatoire à la rédaction de l'arrêté royal de fixation du budget des hôpitaux qui doit être porté à la connaissance des gestionnaires avant le début de l'exercice comptable concerné, à savoir avant le 1^{er} janvier 2007;

Vu l'avis 42.917/3 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux est fixé, pour l'année 2007, à 5.895.618.950 EUR se répartissant en 5.099.710.392 EUR pour les hôpitaux généraux et 795.908.558 EUR pour les hôpitaux psychiatriques.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2007 — 2455

[S - C - 2007/22875]

9 MEI 2007. — Koninklijk besluit houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2007, van het globaal budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 87, vervangen bij de wet van 14 januari 2002 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2005;

Overwegende dat de maatregelen getroffen in het kader van het globaal budget voor 2006 hun werking behouden in 2007;

Overwegende dat het noodzakelijk is om te voorzien in de middelen teneinde de door de Regering genomen diverse maatregelen in 2007 ten laste te nemen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 februari 2007 en 21 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 april 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de berekening van het globaal budget pas kan gebeuren na de beslissingen van de Regering inzake de budgettaire materie en dat het globaal budget de verplichte preliminair vormt tot het opstellen van het koninklijk besluit tot vaststelling van het budget van de ziekenhuizen die ter kennis gebracht moeten worden aan de beheerders voor het begin van het betreffende boekjaar, te weten voor 1 januari 2007;

Gelet op het advies 42.917/3 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2007 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het globaal budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen voor de financiering van de werkingskosten van ziekenhuizen, wordt, voor het jaar 2007, vastgesteld op 5.895.618.950 EUR verdeeld als volgt 5.099.710.392 EUR voor de algemene ziekenhuizen en 795.908.558 EUR voor de psychiatrische ziekenhuizen.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2456

[C - 2007/11300]

25 MAI 2007. — Protocole portant adaptation du Règlement d'exécution de la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles)

Le Conseil d'Administration de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles),

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2456

[C - 2007/11300]

25 MEI 2007. — Protocol tot aanpassing van het Uitvoeringsreglement van het Benelux-verdrag inzake de intellectuele eigendom (merken en tekeningen of modellen)

De Raad van Bestuur van het Benelux-Bureau voor de Intellectuele Eigendom (merken en tekeningen of modellen),